

Pendant la Résistance, ne s'est pas battue

EN cette année du vingtième anniversaire de la Libération, le rôle de la Résistance pendant l'occupation de la France par l'hitlérisme suscite un regain d'intérêt dans l'opinion publique.

Nous nous proposons, ici, d'examiner plus particulièrement ce que fut la signification politique réelle de l'action des communistes pendant cette période et d'essayer d'en tirer les principaux enseignements.

Nombreux sont les militants communistes — et particulièrement ceux qui participèrent à l'action de la Résistance

— qui estiment qu'en 1945 le Parti communiste « a manqué le coche », autrement dit, qu'il n'a pas su transformer la libération nationale en révolution sociale.

A cela on peut répondre que les conditions politiques et sociales de l'époque n'étaient pas favorables à l'avènement du communisme, que les masses n'y étaient pas prêtes.

Mais la véritable question est de savoir si la politique suivie par le Parti communiste avait pour objet et pouvait avoir pour effet de faire mûrir ces conditions et de préparer la classe ouvrière et ses alliés à une telle issue.

L'EFFONDREMENT ET LA DISSOCIATION DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Après la débâcle de juin 1940, la bourgeoisie française incapable d'assurer la continuité du pouvoir dû le céder à l'occupant hitlérien.

Une fraction d'entre elle tenta de sauver en partie ses privilèges en acceptant d'aider l'impérialisme allemand et se regroupa autour du Gouvernement fantoche de Vichy.

Une autre partie ne vit plus d'espoir que dans une victoire militaire des Anglo-Américains et le général de Gaulle devint son porte-drapeau.

Mais la division et la dissociation de la bourgeoisie française ne se borna pas à ces deux grands courants. Au sein de chacun d'eux de multiples fractions poursuivaient des objectifs différents et même antagonistes.

Il y avait autour du Gouvernement de Vichy, d'une part, les partisans d'un véritable Etat fasciste, vassal de l'Allemagne hitlérienne, d'autre part les tenants du « double jeu » soucieux de sauver le maximum par la pratique de la collaboration mais essayant de préserver l'avenir en conservant suffisamment de liens avec les anglo-américains. On verra même un lieutenant de Pétain, l'amiral Darlan parvenir à faire pour un temps, figure de résistant en entrant en dissidence avec Vichy.

Le Comité de la France libre à Londres était de son côté extrêmement hétérogène. De nombreux anciens dirigeants de la défunte III^e République réfugiés à Londres s'y opposaient à de Gaulle qui, vendant la peau de l'ours

bien avant de l'avoir tué, nourrissait déjà des rêves de pouvoir personnel. D'autres généraux et amiraux, tels Giraud et Muselier, s'opposaient à de Gaulle et lui contestaient le titre de chef de la France libre. Henri Michel, historien pratiquement officiel de la seconde guerre mondiale, dans son livre « Les courants de pensée de la Résistance » comptera « le giraudisme » comme étant un de ces courants aux côtés du gaullisme, des socialistes et des communistes.

On peut dire que plus d'un an après la défaite de 1940 il n'existait encore aucune équipe politique bourgeoise capable de reprendre avec succès les rênes du pouvoir en France après la défaite allemande.

C'était là une situation grosse de danger, non seulement pour la bourgeoisie française mais pour tous les impérialistes engagés dans la guerre contre l'Allemagne. Aussi leur souci constant fut, à travers d'innombrables luttes et intrigues, d'éviter qu'au moment de la libération de la France, se présente une situation de vacance du pouvoir qui permettrait à la classe ouvrière d'imposer le sien.

Il importe donc d'examiner comment le Parti communiste s'est comporté face à une telle situation qui, malgré le poids terrible de l'occupation hitlérienne, offrait incontestablement des perspectives non négligeables pour une victoire de la classe ouvrière postérieurement à la défaite allemande.

UNE ACTION VIDE DE TOUT CONTENU DE CLASSE

La résistance de la classe ouvrière et du Parti communiste contre l'hitlérisme n'a pas commencé en juin 1941 (date de l'agression contre l'U.R.S.S.) comme la réaction et certains petits bourgeois le prétendent.

Mais ce qui est indiscutable c'est qu'à partir de l'éclatement de la guerre germano-soviétique, le combat des masses populaires et du Parti communiste contre l'occupant prit des formes et revêtit une ampleur qu'il n'avait pas connue jusque là.

Le déferlement des divisions allemandes en territoire soviétique va faire comprendre au monde entier que la seconde guerre mondiale entre dans une phase nouvelle d'où toute perspective de localisation du conflit ou de compromis quelconque avec l'hitlérisme est définitivement exclue.

L'espèce d'attentisme et de neutralisme dans lequel s'était réfugiée la plus grande partie de la population fran-

çaise sera de ce fait peu à peu remis en cause; les réseaux de Résistance se développeront; le nombre de jeunes qui refuseront d'aller en Allemagne s'accroîtra, fournissant ainsi, des éléments nouveaux aux forces qui combattent pour la défaite de l'Allemagne hitlérienne.

Il est vrai que dans son immense masse la population française ne sera jamais totalement engagée dans l'activité de Résistance. Mais le nombre accru des Résistants actifs offrira de nouvelles possibilités d'action.

Selon quelle ligne politique le Parti communiste va-t-il alors entreprendre la lutte anti-hitlérienne ?

Alors que dès 1939 le Parti avait dénoncé le caractère impérialiste de la guerre et averti les travailleurs qu'on les sacrifiait pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs, alors que de juin 1940 à juin 1941 on pouvait lire dans la presse communiste clandestine des phrases comme celle-ci :

la classe ouvrière sous son drapeau

par Mathias CORVIN

« Les gouvernements de Londres et de Berlin sont en bagarre mais d'un côté comme de l'autre c'est à des capitalistes que les travailleurs ont à faire (« l'Humanité » du 22-2-41), au seuil de l'été 1941 ce souci de poser le problème de la lutte anti-hitlérienne en termes de classes disparaît complètement.

Le Parti renonce alors à appeler la classe ouvrière à lutter contre l'hitlérisme sous son propre drapeau. Il renonce à dire que de la défaite allemande devra nécessairement sortir un bouleversement révolutionnaire des structures de l'Etat et que si la classe ouvrière est la première au combat pour abattre l'hitlérisme, elle sera la première au combat, sous son drapeau, pour réorganiser le pays.

Ainsi s'explique que la politique du Parti communiste français n'aura dans cette période aucun caractère d'internationalisme prolétarien (parle-t-on même d'internationalisme prolétarien ?) et que, tout au contraire, elle sera marquée d'un profond et dangereux chauvinisme.

Il est vrai que la propagande bourgeoise était telle alors que les masses se laissèrent emporter souvent par un chauvinisme qui se confondait avec celui du gaullisme. Mais le Parti et ses principales organisations de Résistance, Front National et F.T.P. au lieu de combattre ce courant, de fonder leur lutte contre l'hitlérisme sur l'internationalisme prolétarien ne firent que traduire et entretenir ce comportement général des masses populaires.

Pourtant n'était-il pas indéniable que ce patriotisme des masses n'effaçait pas la réalité des classes ? Les dirigeants bourgeois de la Résistance craignaient une trop large participation de la classe ouvrière à la lutte directe et notamment à la lutte armée contre l'hitlérisme. C'est ce que qui explique les divergences, parfois violentes, qui se manifestèrent entre ces dirigeants et ceux des organisations soutenues par le Parti communiste.

Divers historiens officiels du Parti ont tenté ces dernières années de démontrer que le Parti avait toujours été conscient du caractère de classe du gaullisme. On comprend que, devant ce que représente de Gaulle actuellement les

dirigeants du Parti aient un tel souci. Mais tous ces auteurs qui, aujourd'hui récrivent l'histoire, n'ont jamais pu définir quelle était la ligne de classe que le mouvement communiste opposait alors au gaullisme. Et pour cause !

Or quel fut la ligne politique suivie par les dirigeants du Parti, des F.T.P. ou du Front National face aux entreprises réactionnaires de Londres ?

Elle fut de proclamer que la classe ouvrière était encore plus nationaliste, plus patriote, plus efficacement « anti-boche » que la résistance gaulliste.

Si aujourd'hui on juge parfois opportun de dénoncer l'attitude réactionnaire de de Gaulle au sein de la Résistance, si on rappelle les refus d'armes aux maquis dirigés par des communistes, si on parle de la discrimination qu'il faisait entre les différents réseaux, on chercherait vainement dans la presse communiste de l'époque la moindre mise en garde contre lui et les mouvements qui se recommandaient de lui.

Voici à titre d'exemple un passage de l'« Engagement d'honneur du Franc-Tireur et Partisan Français » : « J'ai conscience des devoirs que j'assume en appartenant aux forces de la libération nationale et de combattre aux côtés des soldats du général de Gaulle illustrés à Bir-Hakeim et de l'armée du général Giraud ».

Cette volonté de fusionner la résistance à caractère populaire et ouvrier avec les réseaux et les forces gaullistes prit toute sa signification politique par l'entrée du Parti communiste au « Comité National Français » de Londres qui devait devenir par la suite le « Gouvernement d'Alger ».

Voici comment le 13 janvier 1943, à Londres, Fernand Grenier justifia cette entrée qui préfigurait la collaboration ministérielle de 1945 avec toutes les conséquences qu'elle allait avoir pour la classe ouvrière : « Le Comité central m'a donné mandat de le représenter auprès du général de Gaulle et du Comité National Français. Le Comité Central a voulu, de la sorte, confirmer solennellement la collaboration qu'il n'a cessé d'apporter à la France combattante dans la lutte pour la Libération ».

NE PLUS RATER LE COCHE

Personne ne pourrait nier aujourd'hui que la plupart des militants communistes engagés dans la Résistance, ainsi que de nombreux cadres et même sans doute certains dirigeants nationaux n'ont subi qu'avec réticence et amertume, la dissolution des milices patriotiques, l'intégration des F.T.P. dans l'armée, la disparition des municipalités issues de la libération, la mise à l'écart des Comités Locaux de Libération, mesures qui avaient toutes pour sens de rétablir l'ordre et le pouvoir bourgeois.

L'action contre l'hitlérisme qu'avec d'autres militants révolutionnaires j'ai menée alors sur une base internationaliste, me donne maintenant suffisamment de contacts avec les anciens Résistants du Parti communiste pour savoir que leur lutte contre l'hitlérisme n'avait pas le même sens pour eux que celle des bourgeois et petits bourgeois regroupés sous l'étendard du gaullisme. Leur patriotisme, était d'une autre nature car jamais dans la clandestinité, dans les maquis, les camps, les prisons y compris au dernier jour de ceux qui, par milliers, y laissèrent leur vie, ils n'ont

cessé d'espérer que leur combat serait en définitive directement profitable aux intérêts de la classe ouvrière et du communisme.

A l'heure où le régime gaulliste évolue vers des difficultés grandissantes, revenir à l'expérience de la Résistance peut être d'un grand intérêt pour le mouvement communiste français.

La leçon de la Résistance c'est qu'il faut toujours tirer profit des difficultés de sa propre bourgeoisie pour faire passer les solutions de la classe ouvrière. Et pour cela la condition première c'est que la classe ouvrière se batte quelques soient les conditions historiques, sous son propre drapeau.

La Résistance a été une expérience de lutte violente, de lutte armée. Que ne feront pas la classe ouvrière et les communistes quand par la lutte violente, la lutte armée, ils combattront sous leur drapeau, le drapeau de l'anticapitalisme, le drapeau du socialisme !